

Qui se bat contre qui ? Le Yémen en morceaux

mardi 14 avril 2015, par [BONNEFOY Laurent](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mars 2015).

Sommaire

- [Reconquérir le Yémen depuis](#)
- [Polarisations binaires](#)
- [Chaque camp divisé](#)

Le processus de transition qui a fait suite au « printemps » de 2011 avait un temps érigé le Yémen en modèle. Porté à bout de bras par l'ONU, il est moribond et a laissé place à un entrelacement de conflits et d'inimitiés qui, bien que prévisibles, frappent par leur brutalité. Face à une telle illisibilité, la communauté internationale est tentée de plaquer quelques grilles de lectures binaires (Nord/Sud, sunnite/chiite) qui risquent pourtant, comme en Libye, de précipiter encore plus le pays dans la guerre. Et l'implication directe de l'Arabie saoudite risque d'aggraver la situation¹.

L'épisode rocambolesque du 21 février 2015 qui a mené le président de la transition Abd Rabbo Mansour Hadi à fuir Sanaa et à gagner Aden, dans le Sud, avait placé le Yémen dans une situation intenable. Dans l'impossibilité de travailler face à la poussée des rebelles houthistes, il avait un mois plus tôt annoncé une première fois sa démission pour être ensuite placé en résidence surveillée à Sanaa, la capitale, par cette même « milice chiite ». Profitant de l'inattention de ses gardiens au petit matin, il avait pu s'enfuir de son palais par une porte dérobée et rejoindre l'ancienne capitale du Yémen du Sud, d'où il est originaire. Le 25 mars 2015, certains officiels annoncent son départ du pays alors que les houthistes sont aux portes d'Aden et bombardent la ville. La localisation de Hadi reste incertaine mais il a clairement perdu la main. Comment expliquer une telle débâcle ?

Reconquérir le Yémen depuis Aden

Au cours de la captivité de Hadi à Sanaa, le vide institutionnel avait été rempli par les houthistes eux-mêmes. Ce mouvement politico-religieux issu de la branche zaydite du chiisme, bien qu'initialement marginal, avait au fil des ans gagné en popularité et en capacité de nuisance. Depuis l'été 2014, les houthistes avaient réussi à mettre la pression sur le gouvernement et sur Hadi, prenant le contrôle de la capitale, obtenant le limogeage du premier ministre Mohamed Basindwa et opérant, sans l'assumer véritablement, un coup d'État. Cette prise de pouvoir n'avait été possible qu'à travers une alliance de circonstance entre les houthistes et l'ancien président Ali Abdallah Saleh, démis de ses fonctions par la rue en 2011 et qui continuait à bénéficier de l'allégeance d'une part significative de l'appareil de sécurité. L'alliance entre des anciens ennemis qui s'étaient combattus dans le contexte de la guerre de Saada entre 2004 et 2010 permettait à tous deux de se venger de leur adversaire commun, le parti al-Islah, branche yéménite des Frères musulmans, allié au président Abd Rabbo Mansour Hadi.

En rejoignant Aden, Hadi affirmait le maintien de sa légitimité constitutionnelle. Il annulait sa démission et prononçait le transfert provisoire de la capitale vers Aden. Il entendait faire de ce port

la base de sa reconquête face aux houthistes, mais semblait en réalité précipiter le pays vers la partition. Bien qu'il soit originaire d'Abyan, province qui jouxte Aden à l'est, son assise politique dans cette dernière ville et dans l'ex-Yémen du Sud en général était maigre. La population de l'ex-Yémen du Sud, largement acquise à l'option sécessionniste, lui tenait rigueur d'avoir réprimé pendant son mandat le mouvement sudiste mais également, en 1994, lors d'un précédent conflit, d'avoir en tant que ministre de la défense mené une offensive militaire contre Aden. Par ailleurs, Hadi se trouvait être en tension avec l'un des principaux leaders sécessionnistes, Ali Salim Al-Bidh suite à une sombre et meurtrière histoire de purge sudiste en 1986.

En dépit de la fragilité de ses appuis locaux, Hadi continuait de recevoir le soutien de la communauté internationale. Ainsi l'Arabie saoudite avait-elle rouvert son ambassade à Aden et le conseil de sécurité de l'ONU maintenu sa confiance sans tenir compte du fait que la logique portée par Hadi depuis son départ pour Aden produisait des polarisations binaires forcément guerrières. En mal de repère, l'ONU et les grandes puissances, tout en appelant à un retour des négociations, avaient choisi un camp. Ce faisant, elles avalisaient ainsi une lecture certes portée par les acteurs eux-mêmes, mais néanmoins partielle et largement destructrice. Avec la chute de Hadi, ils perdent encore davantage leurs repères.

Polarisations binaires

L'arrivée de Hadi à Aden a précipité cette ville dans la confrontation avec les houthistes, semblant polariser le conflit yéménite autour d'une logique binaire Nord/Sud d'une part, mais aussi chiite/sunnite. Aden était pourtant largement restée depuis 2011 à l'écart de la compétition entre élites qui se jouait à Sanaa et impliquait houthistes, Frères musulmans, partisans de Saleh et soutiens de Hadi. La population du Sud, largement acquise au mouvement sécessionniste ne se sentait plus concernée par les affaires du Nord et réclamait donc son indépendance. La donne a brutalement changé et la violence est venue à Aden, importée en quelque sorte par Hadi : l'aéroport, situé en centre-ville, a été le théâtre de violents affrontements mi-mars entre pro et anti-Hadi et le palais de ce dernier a été bombardé par des avions de combats envoyés par Sanaa, vraisemblablement pilotés par des officiers restés loyaux à Saleh et alliés aux houthistes.

Cette reconfiguration est venue figer une conflictualité complexe dans des cadres simplistes, tant historico-géographique que confessionnels. L'appartenance des houthistes au zaydisme chiite, les accusations récurrentes de soutien iranien, leur rivalité avec les Frères musulmans d'Al-Islah donnent indéniablement une coloration confessionnelle au conflit. Le Nord incarne l'identité zaydite et, à rebours d'une logique historique de convergence religieuse, le zaydisme est entré dans une dynamique de rejet du sunnisme dominant au Yémen mais minoritaire autour de Sanaa. L'assassinat de l'intellectuel houthiste Abdel Karim Al-Khaywani le 18 mars 2015, puis deux jours plus tard l'attentat contre les deux mosquées zaydites à Sanaa ayant fait plus de 150 morts renforcent cette polarisation confessionnelle qui semble de plus en plus en mesure de mobiliser. La revendication des attentats par l'organisation de l'État islamique (OEI), jusque-là inactive au Yémen, illustre une dynamique dévastatrice. Pour leur part, les avancées houthistes dans les régions sunnites de l'ex-Yémen du Nord, Taëz en particulier et dorénavant Aden, produisent un profond ressentiment.

De l'autre côté, au Sud, la population est exclusivement sunnite. Hadi lui-même pouvait espérer apparaître comme une incarnation de cette identité qui se cristallise autour d'un rejet de la rébellion houthiste et donc du chiisme mais aussi du Nord. Il reste que le principal rempart de l'avancée des houthistes est Al-Qaida dans la Péninsule arabique (AQPA) qui s'allie avec les tribus des zones frontalières entre Nord et Sud à Al-Baida, Al-Dhala ou dans le Yafea. Dans ce cadre, l'anti-houthisme, transformé en anti-chiisme, est un puissant ciment. Toutefois, il n'efface pas les divisions

internes à chaque camp.

Chaque camp divisé

L'option choisie par Hadi a conduit, in fine, à affirmer l'idée d'une rupture politique que les sudistes réclamaient depuis plusieurs années : Sanaa et ses environs, sous la coupe des houthistes, se voient déconnectés du reste du pays et même isolés, Iran mis à part, du reste du monde. Il n'est toutefois pas certain que cette fragmentation produise réellement ce que les sécessionnistes sudistes en attendaient. En effet, elle vient directement souligner les divisions internes au mouvement sudiste.

Les houthistes se sont engouffrés dans la brèche en annonçant avoir offert à Ali Salim Al-Bidh un passeport diplomatique qui permettrait à ce leader sécessionniste et ancien président du Yémen du Sud de revenir dans son pays après plus de deux décennies d'exil. L'alliance objective qui se nouait entre Hadi et les groupes djihadistes dans leur lutte commune contre les avancées houthistes plaçait le premier en porte à faux vis-à-vis de la communauté internationale qui le soutient. Les logiques régionales au Sud jouaient également à plein. Les rivalités historiques entre tribus d'Abyan et celles d'Al-Dhala et Lahj (au nord d'Aden) fracturent le Sud. Le Hadramaout, province orientale du Sud, semble s'appuyer sur ses connexions marchandes dans le Golfe pour prendre un chemin différent. Les Hadramis sont en tout cas peu concernés par ce qui se joue entre Sanaa et Aden. Dans ce contexte, une démission de Hadi et son départ d'Aden étaient inévitables.

Le camp des houthistes, soudé par une volonté de revanche à l'égard des islamistes sunnites et de leurs alliés, n'est pas lui-même exempt de divisions internes. Le succès militaire de la milice zaydite ne peut se comprendre qu'à la lumière de l'intégration dans celle-ci de pans entiers des forces de sécurité restées loyales à l'ancien président. L'alliance entre Saleh, lui même d'origine zaydite, et les houthistes est certes fonctionnelle mais elle est difficilement pérenne entre deux anciens ennemis qui, de plus, sont engagés dans des stratégies différentes.

Le chaos profite à Saleh qui, depuis sa résidence à Sanaa, donne des ordres. La fragmentation ambiante, qui débouche sur une lassitude des citoyens face au désordre qu'a produit la « révolution » pourrait bien imposer le retour en force de ses réseaux, à travers son fils Ahmed Ali, ancien dirigeant de la garde républicaine. Depuis son poste d'ambassadeur du Yémen à Abou Dhabi où il a été nommé en 2012, ce dernier est en mesure d'établir des connexions fondamentales avec des acteurs régionaux qui comptent — les Emirats arabes unis mais aussi l'Arabie saoudite — et ainsi apparaître en tant que recours.

Les houthistes pour leur part expriment un antagonisme clair à l'égard des Saoudiens qu'ils ont récemment menacés. Leur objectif passe par le contrôle de ressources naturelles, notamment dans la région pétrolière de Marib où ils sont confrontés à la résistance de tribus (pas nécessairement d'origine sunnite). La stratégie houthiste s'incarne surtout dans une lutte frontale contre les groupes djihadistes sunnites proches d'Al-Qaida, ou aujourd'hui se revendiquant de l'État islamique. Tout le problème réside dans le fait que chacune des avancées houthistes renforce en réaction la solidarité sunnite selon une logique perverse et auto-réalisatrice. La volonté apparente des houthistes de s'inspirer de l'expérience du Hezbollah libanais et de l'État iranien se serait probablement accommodée d'une assise territoriale limitée et d'une cohabitation avec d'autres forces politiques qui lui auraient servi de paravent mais aussi d'interface avec la communauté internationale. Les événements récents en ont décidé autrement...sans doute pour le pire.

Mise à jour le 26 mars à 9h30 : L'Arabie saoudite a pris la tête le 25 mars 2015 au soir d'une coalition de dix pays incluant les autres membres du Conseil de Coopération du Golfe (Oman excepté), l'Égypte, le Pakistan, la Jordanie, le Soudan (qui avait pourtant été accusé d'avoir transféré

de l'armement aux houthistes) et la Turquie en vue de défendre le « gouvernement légitime » Abd Rabbo Mansour Hadi. Le rôle opérationnel des différents pays membres reste à définir. Des bombardements saoudiens ont visé différentes cibles militaires houthistes ou tenues par leurs alliés, notamment des proches d'Ali Abdallah Saleh. Plusieurs leaders militaires de la rébellion auraient été tués. Les États-Unis ont annoncé apporter un soutien logistique à ces frappes. Une intervention au sol pourrait se profiler. Une telle stratégie de la part des puissances régionales apparaît comme largement contre-productive. Elle n'est aucunement en mesure de relégitimer Hadi qui apparaîtra, y compris auprès d'une large part de la population du Sud, comme celui qui a appelé à une intervention étrangère au mépris de la souveraineté du pays. Elle produira inévitablement un rassemblement des populations autour des houthistes. L'anti-saoudisme de la population et les souvenirs amers de l'intervention égyptienne dans les années 1960 (qui s'était soldée par une déroute de l'armée de Gamal Abdell Nasser) risquent par ailleurs de produire un réflexe nationaliste et une polarisation de plus en plus forte tant confessionnelle que régionale. La stratégie univoque et simpliste des puissances régionales apparaît comme symptomatique de leur perte de repères au Yémen. Elle peut également sans doute être perçue à l'aune des discussions sur le nucléaire iranien. Si certains prédisaient qu'Israël chercherait à torpiller l'accord sur le nucléaire iranien en lançant une guerre contre le Hezbollah libanais afin de précipiter l'Iran dans le conflit, ce pourrait bien être au final l'Arabie saoudite qui jouerait les Cassandre en s'étant attaqué frontalement aux houthistes.

Laurent Bonnefoy

P.-S.

* Article daté du 25 mars 2015 et mis à jour le 26 mars. Paru dans Orient XXI <http://orientxxi.info>

* Des références ne sont pas reproduites ici. Se référer à l'original : <http://orientxxi.info/magazine/le-yemen-en-morceaux,0852>